Nations Unies DP/RPD/REC/6

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
24 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
Du 25 au 28 août 2025, New York
Point 16 de l'ordre du jour provisoire
Documents relatifs au programme régional, 2026-2029

Document relatif au programme régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (2026-2029)

Table des matières

Chapitre *Page*

I. Considérations générales 2

II. Priorités du programme et partenariats 7

III. Programme and gestion des risques 14

IV. Suivi et évaluation 15

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le programme régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (2026-2029) 17

25-10267 (F) 030725 180725

Merci de recycler

I. Considérations générales

A. Contexte régional

1. Le programme régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants (2026-2029) est aligné sur les objectifs stratégiques et les accélérateurs mis en avant dans le projet de Plan stratégique du PNUD (2026-2029)[1] et repose sur les principes de régionalité du PNUD[2]. Le programme est axé sur les biens publics régionaux et les défis communs en matière de développement qui sont pris en charge de manière plus efficace au niveau régional ou sous-régional, y compris les projets d'intégration régionale, les incidences de la guerre en Ukraine, l'urgence de mener à bien des transitions énergétiques durables et une gestion équilibrée des ressources, les pressions de plus en plus fortes exercées sur la gouvernance démocratique et la modernisation de la prestation de services, la multiplication des réactions hostiles à l'égalité des genres, la nécessité de renforcer des contrats sociaux inclusifs, l'augmentation de la fréquence et de la gravité des catastrophes d'origine climatique, la rapidité du progrès technologique et le creusement de la fracture numérique. Ces points communs soulignent l'importance d'une programmation sur mesure pour identifier et relever les défis communs, tout en préservant la primauté des solutions nationales.

2. Dans un contexte géopolitique et économique mondial difficile, les pays d'Europe et d'Asie centrale font preuve de résilience et enregistrent des progrès dans plusieurs domaines du développement durable. La région est en bonne voie pour atteindre un grand nombre des objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, notamment en ce qui concerne un enseignement de qualité, des infrastructures solides et l'innovation. De nombreux pays ont réalisé des progrès significatifs dans l'élargissement de la couverture de protection sociale, la numérisation des services publics, l'amélioration du rendement énergétique et la baisse des taux de mortalité infanto-juvénile[3].

3. Les perspectives de développement des économies à revenu intermédiaire et à revenu intermédiaire élevé de la région dépendent de leur capacité à accroître la productivité et à gérer une situation débouchant sur une convergence complexe de défis, souvent décrite comme une polycrise. Selon des évaluations conjointes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), les vulnérabilités de la dette dans la région divergent avec des variations importantes entre les pays en ce qui concerne le niveau de la dette, sa composition, l'exposition aux chocs et la marge de manœuvre budgétaire disponible, soulignant l'importance d'une gestion fiscale prudente et d'un soutien extérieur. Les changements dans les relations commerciales internationales ont des répercussions sur les économies et les communautés de la région, à l'exception d'un petit nombre qui ont bénéficié d'une réorientation des flux commerciaux et d'investissement, la plupart des pays de la région doivent faire face à des tensions économiques croissantes, marquées par un ralentissement des trajectoires de croissance et des pressions structurelles de plus en plus fortes en raison du vieillissement des sociétés et des pénuries de main d'œuvre, d'un accès limité à un financement à long terme pour les entreprises privées et dans certains contextes d'une intervention importante de l'État dans l'économie, restreignant le dynamisme, l'innovation et la productivité du secteur privé. Alors que les envois de fonds et l'augmentation des salaires favorisent la consommation intérieure, la capacité de la région à parvenir à une croissance soutenue, largement partagée et qui converge avec

[1] Projet de Plan stratégique du PNUD, 2026-2029.
[2] RPD 2022-2025, https://docs.un.org/fr/DP/RPD/REC/5.
[3] Commission économique pour l'Europe (CEE) (2024), *Sustainable Development in the UNECE Region: Facing a Headwind in 2024*.

des économies à haut revenu dépendra de réformes globales pour stimuler l'investissement, améliorer le climat des affaires ainsi que l'éducation et la formation professionnelle[4].

4. Les difficultés persistent au niveau du marché du travail, avec une prédominance du marché informel et un désintérêt des jeunes pour l'éducation et le travail[5], limitant l'accès à la protection sociale[6]. L'économie des services à la personne reste sous-évaluée dans la région. Les soins dans le milieu de vie – qu'ils soient rémunérés ou non – sont majoritairement effectués par des femmes, contribuant à l'inégalité entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. L'absence de reconnaissance formelle et d'investissement dans les systèmes de soins limite la participation des femmes à la vie économique et renforce les disparités socioéconomiques[7]. L'inadéquation des compétences s'accroît à mesure que les économies se tournent vers les industries numériques et vertes, les femmes éprouvent deux fois plus de difficultés que les homme à opérer la transition vers des emplois verts[8] et elles doivent franchir des obstacles supplémentaires et demeurent sous-représentées alors que l'émigration appauvrit le capital humain[9]. Le rapport entre les flux de transferts de fonds et le PIB demeure parmi les plus élevés au monde dans certains pays[10]. La région est également confrontée à des déplacements forcés, exigeant des efforts conjoints pour soutenir des solutions durables et une cohésion sociale. Les jeunes constituent un dividende démographique déterminant, dont l'énergie, l'innovation et le potentiel demeurent sous-utilisés. La réalisation de ce potentiel nécessitera des investissements ciblés dans la participation des jeunes, l'acquisition de compétences utiles pour l'avenir et la possibilité d'accéder à des fonctions de direction.

5. Alors que la région est dotée de systèmes de protection sociale et de soins de santé aboutis, leurs structures et leurs fonctions de prestation de services doivent faire face aux évolutions démographiques et du marché du travail ainsi qu'à de nouvelles vulnérabilités. Dans la plupart des pays, les progrès dans la réalisation des objectifs mondiaux en termes de maladies non transmissibles sont lents ou régressent. Celles-ci sont responsables de près de 90 % des décès dans la région et les maladies cardiovasculaires d'un tiers des décès prématurés[11]. La région connaît la plus forte hausse d'infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), estimée à 43 % de 2010 à 2020[12]. Les chaînes de valeur locales pour les médicaments essentiels et les dispositifs médicaux se heurtent à des problèmes de fragmentation, de manque d'infrastructures en ce qui concerne la chaîne du froid et à une capacité de production

[4] Banque mondiale (2024), « Europe and Central Asia Economic Update: Better Education for Stronger Growth ».

[5] Fondation européenne pour la formation (2024), *Youth Disengagement and Skills Mismatch in the Western Balkans*.

[6] Banque de développement du Conseil de l'Europe (2021), *Social Infrastructure in the Western Balkans: Increasing Economic Resilience and Counteracting Brain Drain*.

[7] PNUD (2025), « Gender responsive review of care systems in Europe and Central Asia » (draft), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) (2023), « Baseline study on care economy in Bosnia and Herzegovina ».

[8] « Women, STEM and just green future, 2025 », résultats préliminaires d'une étude conjointe PNUD-OCDE.

[9] Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2023), *Assessing and Anticipating Skills for the Green Transition: Unlocking Talent for a Sustainable Future, Getting Skills Right*. Éditions OCDE, Paris.

[10] Banque mondiale (2024), « Migration and remittances brief 40 ».

[11] Dumcheva A., Nevalainen J., Laatikainen T., Nuorti P., « How likely are Eastern European and central Asian countries to achieve global NCD targets: multi-country analysis », BMC Public Health. 5 oct. 2024 ; 24(1):2714.

[12] Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) (2024), « Eastern Europe and Central Asia regional profile ».

régionale limitée, exacerbant les vulnérabilités lors des crises sanitaires[13]. La modernisation des systèmes est une priorité, et peut se faire au moyen de systèmes numériques et assistés par l'intelligence artificielle, d'une meilleure interopérabilité et de critères actualisés pour garantir l'efficacité, l'inclusion et la viabilité budgétaire. Les dernières réformes préconisant la mise en place de registres numériques et de centres de services intégrés montrent la volonté de transformer les systèmes de santé afin de mieux répondre aux besoins actuels[14].

6. Les systèmes de gouvernance continuent d'évoluer, certains pays s'efforçant de faire progresser les réformes institutionnelles et les innovations en matière de gouvernance numérique. Les nouveaux modèles de secteur public intègrent des approches de gouvernance participative, la cocréation et des outils de communication numérique ainsi que des systèmes de gouvernance tournés vers l'avenir s'appuyant sur la planification stratégique et l'expérimentation des politiques[15]. Le processus d'élargissement de l'Union européenne dans la région peut contribuer à renforcer les réformes en faveur de l'état de droit. Au niveau local, les villes et les municipalités sont de plus en plus des moteurs essentiels du développement durable, de la résilience et de l'innovation citoyenne et font appel à des approches par portefeuille et à un aménagement urbain axé sur des objectifs précis pour relever les défis complexes[16]. La participation des femmes à la vie publique et politique montre qu'en moyenne un membre du gouvernement sur six et un membre du parlement sur quatre sont des femmes[17]. Les principaux défis en matière de gouvernance incluent la corruption, une instabilité politique croissante, la désinformation, le rétrécissement de l'espace civique et la garantie de l'intégrité des processus électoraux. Ils nourrissent la méfiance de la population à l'égard des institutions, sapant l'efficacité de la gouvernance.

7. Les systèmes de gouvernance restent confrontés à des conflits permanents et prolongés, à des menaces pour la sécurité, à des tensions politiques et à des dissensions sociales. La guerre en Ukraine a des conséquences humanitaires, sociales et économiques massives[18]. Les Balkans occidentaux continuent d'être aux prises avec des divisions politiques, ethniques et sociales nées des guerres des années 90 et des milliers de crimes de guerre exigent toujours une coopération accrue. Les Balkans occidentaux restent l'une des régions avec la plus forte concentration d'armes en Europe, en particulier d'armes légères et de petit calibre[19].

8. La transformation numérique, y compris les technologies émergentes et l'intelligence artificielle, offre des possibilités considérables pour remédier aux inégalités sociales et économiques, améliorer la fourniture de services publics et

[13] Migliore A., Vicari N., Turk E., Sucu R., « Driving policy dialogue on health technology assessment in Eastern Europe and Central Asia: reporting from an initiative of Health Technology Assessment International », International Journal of Technology Assessment in Health Care. 6 février 2025 ; 41.

[14] Organisation internationale du Travail (OIT) (2024), *Rapport mondial sur la protection sociale 2024-26* et Groupe de la Banque mondiale (2022), « Europe and Central Asia economic update, fall 2022: social protection for recovery ».

[15] OCDE (2024), *Global Trends in Government Innovation 2024: Fostering Human-Centred Publics Services*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/c1bc19c3-en.

[16] PNUD, Demos Helsinki. (2024). *Urban Development Beyond Growth*.

[17] *Equal Future Platform*, PNUD.

[18] PNUD, OIM, HCR. (2024). *Socioeconomic Impact of the War in Ukraine on Europe and Central Asia*.

[19] PNUD, Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (2024). *Armed Violence Monitoring in South East Europe*.

stimuler l'activité économique[20]. Toutefois des disparités persistent en matière d'accès au numérique : plus de 35 millions de femmes dans toute la région n'ont toujours pas d'accès à l'Internet mobile[21]. De nombreuses zones rurales sont dépourvues d'infrastructures et de desserte numérique, ce qui limite l'accès aux marchés et renforce les cycles de pauvreté[22]. La fracture économique entre les capitales et les métropoles secondaires est particulièrement prononcée[23].

9. Les pays de la région montrent leur engagement envers l'action environnementale mondiale dans le contexte des cadres internationaux, nombre d'entre eux actualisant leurs contributions déterminées au niveau national et élaborant des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité ainsi que des plans d'adaptation nationale pour se conformer aux objectifs climatiques mondiaux. Toutefois, la région est confrontée à des risques climatiques et écologiques de plus en plus importants, y compris la hausse des températures et la perte de biodiversité ; la pénurie d'eau est particulièrement grave en Asie centrale, menaçant la sécurité alimentaire et énergétique ainsi que la productivité industrielle[24]. Les pays sont vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes causés par les changements climatiques, avec une probabilité beaucoup plus élevée de feux incontrôlés et de précipitations extrêmes entraînant des inondations mortelles et causant des dommages aux infrastructures en Europe de l'Est et dans les Balkans[25]. L'expansion agricole, la pollution et les catastrophes climatiques provoquent la déforestation et la dégradation des terres, notamment dans le Caucase et en Asie centrale, affaiblissant les puits de carbone naturels et la diversité biologique[26]. L'industrie lourde et les infrastructures énergétiques obsolètes aggravent les émissions et la qualité de l'air[27]. Les femmes, en particulier dans les zones rurales, subissent de manière disproportionnée les effets des changement climatiques, leur capacité d'adaptation est limitée et elles sont peu représentées dans les processus de prise de décisions. La grande vulnérabilité sismique de la région a entraîné des tremblements de terre dévastateurs qui ont touché des millions de personnes.

10. Pour relever ces défis interconnectés, il faut des approches intégrées et systémiques qui renforcent la résilience et créent des débouchés économiques fondés sur des transitions durables et justes. Le programme adoptera des stratégies multidimensionnelles, s'appuiera sur des plateformes régionales, mobilisera des partenariats et des ressources et encouragera la prise de décision fondée sur des données d'observation, le partage des connaissances et la coopération régionale afin de fournir des résultats porteurs de changements conformes aux priorités nationales et territoriales.

[20] Institute for Human-Centered Artificial Intelligence (HAI) (2024) Artificial Intelligence Index Report 2024. Université Stanford.

[21] PNUD (2024), *Contextualizing the UNDP Global Gender Equality Strategy to the Europe and Central Asia Region 2024-2025*.

[22] Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2024). Rapport sur le commerce et le développement, « Repenser le développement à l'ère du mécontentement ».

[23] Banque mondiale (2024), *Reshaping Cities: Readying Cities in the Western Balkans for a Changing Climate*.

[24] Banque mondiale. (2024), *Greening the Economy of Europe and Central Asia*.

[25] World Weather Attribution (2023). *Interplay of Climate Change-exacerbated rainfall, exposure and vulnerability led to widespread impacts in the Mediterranean region*. https://doi.org/10.25561/106501.

[26] Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2023), *Nature-positive Trade for Sustainable Development*.

[27] PNUD (2024), *Energy Strategy: Sustainable Energy Transition Pathways in Europe and Central Asia*, Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants.

B. Résultats et enseignements

11. Le programme est basé sur : a) les défis identifiés dans la région en matière de développement, b) les enseignements tirés des évaluations du programme régional en cours (2022-2025) et les recommandations consécutives, c) l'examen des descriptifs de programme de pays du PNUD, d) les conclusions et recommandations des dernières évaluations indépendantes du programme de pays, e) les consultations et analyses des orientations programmatiques des partenaires régionaux, f) les consultations avec les bureaux de pays du PNUD et les partenaires régionaux et g) les progrès réalisés dans le cadre des programmes lors des précédents cycles de programmation régionaux.

12. Un examen indépendant à mi-parcours du programme régional (2022-2025)[28] a permis de conclure que le programme débouchait sur de solides performances, dépassant la plupart des objectifs, tout en adhérant pleinement aux principes de régionalité du PNUD. L'évaluation a mis en évidence le rôle unique du programme dans la résolution des problèmes de développement transnationaux tout en complétant les programmes nationaux. L'examen à mi-parcours a permis de mettre en avant le rôle déterminant des ressources utilisables avec souplesse, notamment le mécanisme de mobilisation régional soutenu par le Gouvernement turc, pour renforcer la capacité du programme à fournir des résultats, à répondre de manière dynamique aux nouvelles priorités, à attirer des ressources supplémentaires et de nouveaux partenariats et à promouvoir l'innovation, la coopération régionale et la gestion du savoir.

13. Le programme a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation en vue de surmonter les difficultés grâce à des pratique de gestion souples et à des partenariats stratégiques, y compris de cibler rapidement les pays touchés par des crises et des conflits. L'examen a déterminé que le programme s'appuyait sur des éléments clés tels que la transition numérique, l'innovation et des outils de financement. Les outils numériques ont permis d'améliorer la participation des parties prenantes et la transparence de la prestation de services alors que les initiatives en matière d'innovation ont favorisé des solutions adaptatives et inclusives. Des outils de financement tels que les cadres de financement national intégrés, les évaluations du financement du développement et les cartes à l'intention des investisseurs dans les objectifs de développement durable, ont aidé les pays à aligner les flux financiers publics et privés sur les ODD, en identifiant les déficits de financement et en mobilisant des investissements.

14. L'examen à mi-parcours a débouché sur six recommandations clés : a) définir des objectifs plus ambitieux mais toutefois réalisables en fonction de la capacité du programme à produire des résultats, b) accroître les interventions ciblées pour les personnes et les groupes marginalisés ou vulnérables et tenir compte du principe consistant à ne laisser personne de côté quel que soit le domaine d'activité, c) diversifier les partenariats pour s'adapter au contexte évolutif de la coopération pour le développement et aux changements géopolitiques, d) intégrer dès le départ des mécanismes de planification conjointe et de collaboration structurelle, e) renforcer la pensée systémique et l'approche par portefeuille du PNUD tout en s'appuyant sur des outils numériques et novateurs pour une programmation mieux intégrée et plus souples et f) renforcer la collaboration entre le programme régional et les bureaux de pays au moyen de cadres plus structurés et adaptatifs.

[28] « Midterm review of regional programme for Europe and Commonwealth of Independent States, 2022-2025 », PNUD, février 2025.

II. Priorités du programme et partenariats

A. Priorités du programme

15. Pour ce qui est de son champ programmatique, de ses axes, de ses méthodes de mise en œuvre et de l'établissement de rapports sur ses résultats, le programme régional adapte le prochain plan stratégique du PNUD pour la période 2026-2029 aux défis en matière de développement et aux aspirations des pays de programme dans la région. Dans le but général d'accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le redressement à la suite de crises complexes, le programme s'efforce de soutenir les pays afin de faire progresser le développement humain sur une planète saine sur la base de quatre objectifs stratégiques interconnectés tenant largement compte des programmes de développement régionaux :

a) Prospérité pour tous – élargir les débouchés économiques et renforcer la protection sociale ;

b) Gouvernance efficace – améliorer les institutions publiques et renforcer les processus démocratiques ;

c) Résilience aux crises – prévenir les conflits et renforcer la réduction des risques de catastrophe, les interventions et le relèvement ;

d) Une planète en bonne santé – promouvoir l'action climatique et la durabilité environnementale.

16. Pour chacune de ses priorités programmatiques et conformément à sa théorie du changement, le programme appliquera une approche systémique, conscient que les défis en matière de développement sont étroitement interconnectés et demandent des solutions intégrées qui sortent des cloisonnements traditionnels. Il vise à faire office de catalyseur pour une transformation systémique, stimulant de nouvelles méthodes de collaboration entre les secteurs, les régions et les acteurs. Pour mettre en œuvre cette approche, le programme aura plus largement recours à l'approche par portefeuille, permettant une expérimentation, un apprentissage et une adaptation dynamiques lors d'activités interconnectées. Pour ce faire, des capacités de base devront être développées s'agissant des approches systémiques, de la recherche de sens et de la gestion par portefeuille ainsi que de la prise de décision fondée sur des données et de la prospective stratégique. Compte tenu de la complexité de la région, le programme investira pour améliorer ces capacités dans l'écosystème que constituent les équipes et les partenaires du PNUD afin de mieux gérer les incertitudes et d'accélérer le changement.

17. Le programme intégrera trois accélérateurs dans tous les domaines prioritaires : a) la transformation numérique et l'intelligence artificielle – exploiter l'intelligence artificielle pour générer des bienfaits pour les populations et la planète, b) l'égalité des genres – donner des moyens d'action aux femmes pour qu'elles puissent agir et s'épanouir dans les sphères sociale, politique et économique et c) le financement durable – accroître les systèmes financiers et les ressources pour accélérer le développement durable. Ces accélérateurs serviront de catalyseurs transversaux susceptibles d'amplifier les gains en matière de développement et de promouvoir l'apprentissage en vue d'opérer un changement systémique.

18. **Priorité 1 : prospérité pour tous**. Le programme aidera les pays à accroître les débouchés économiques et à renforcer les systèmes de protection sociale dans l'objectif de mettre fin à la pauvreté et de ne laisser personne de côté. À cet effet, il :

a) Complètera les efforts faits au niveau national pour accroître les débouchés économiques afin que les personnes et les entreprises puissent accéder aux avoirs productifs, aux marchés des capitaux, à une protection sociale, à des emplois décents et à des moyens de subsistance et développer un capital humain, tout en aidant les pays à s'adapter à des environnements économiques évolutifs. Le programme permettra notamment aux jeunes et aux femmes d'acquérir des compétences d'avenir, y compris dans le domaine de l'intelligence artificielle, pour une transition juste, aidant les pays à définir des trajectoires de développement qui privilégient le potentiel humain au moyen d'interventions systémiques intégrées. Pour cela, il est nécessaire de renforcer les écosystèmes entrepreneuriaux, d'encourager l'alignement sur les normes européennes et les plans de croissance, le cas échéant, et de relier les producteurs locaux aux chaînes de valeur régionales et mondiales. L'accent sera essentiellement mis sur les progrès à réaliser en matière de décarbonisation des économies grâce à une transition juste qui concilie l'équité sociale et les objectifs climatiques et de durabilité environnementale fixés au titre de la priorité 4. Le programme donnera la priorité à la transformation économique inclusive en adoptant une approche centrée sur les femmes en tant que cheffes de file, innovatrices et entrepreneures dans les chaînes de valeur vertes et circulaires, dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et manufacturier. Le programme encouragera également les initiatives innovantes lancées par les jeunes, l'esprit d'initiative et la participation citoyenne, au moyen de plates-formes numériques et de partenariats avec les réseaux de jeunes et les autorités locales. Ces efforts seront déployés en partenariats avec des entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales, des réseaux d'entreprises, la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales ainsi que des administrations locales afin de garantir des transitions qui facilitent l'inclusion des communautés qui risquent d'être laissées pour compte.

b) Soutiendra le renforcement de la protection sociale, des systèmes de santé et de soins ainsi que l'innovation dans ces domaines en s'attachant tout particulièrement à renforcer la résilience aux transitions démographiques – alors que certaines parties de la région commencent à attirer de la main-d'œuvre immigrée – à améliorer et valoriser l'économie des services à la personne (tout en réduisant la charge disproportionnée qui pèse sur les femmes) et à renforcer les services de santé mentale et de soutien psychosocial qui manquent de ressources. Les partenariats avec les entités des Nations Unies, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les réseaux universitaires et de recherches sur les politiques et les organisations de la société civile seront renforcés afin d'améliorer les données, de promouvoir la cohérence des politiques et de soutenir les réformes ancrées dans des approches fondées sur les droits de l'homme et inclusives.

c) Tirera partie des principaux facteurs d'accélération pour stimuler un développement économique inclusif et adapté au monde de demain grâce à des initiatives régionales telles que l'Itinéraire de transport international transcaspien[29], le marché commun régional des Balkans occidentaux et autres, soutenant des politiques fondées sur des données probantes, le renforcement des capacités et des chaînes de valeur vertes. De nouveaux modèles de développement économique local adoptent une approche par portefeuille qui adapte l'innovation locale aux atouts communautaires, aux solutions de financement à l'échelle des municipalités, à la pensée systémique, aux progrès numériques et à l'intelligence artificielle. Le programme permettra de faire avancer l'initiative « Equanomics » du PNUD afin d'accroître les débouchés économiques pour les femmes grâce à des réformes budgétaires et à des investissements dans les systèmes de soins, tout en renforçant la coopération régionale et la connectivité. En tant qu'hôte de la Blockchain Academy à l'échelle du système des Nations Unies, le programme aidera les partenaires à

[29] Également appelé corridor central transcaspien.

exploiter les technologies basées sur la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle afin d'accroître les débouchés économiques et de renforcer la transparence. Il amplifiera les modèles de financement alternatif pour accélérer le développement – y compris le financement communautaire, les paiements numériques et les instruments fondés sur les résultats – tout en nouant des partenariats régionaux avec le secteur privé afin de trouver conjointement des solutions pour les compétences futures, l'économie circulaire et le commerce durable. Ces efforts seront déployés en participation avec les associations professionnelles, les pôles d'innovation et les institutions de financement du développement, et avec la collaboration accrue des communautés de la diaspora pour mobiliser des capitaux à l'aide d'obligations vertes, d'envois de fonds et de projets d'entrepreneuriat.

d) En partenariat avec les autorités nationales, les banques de développement nationales, les organismes de financement du développement et les institutions financières internationales, le programme accélère le financement des transitions justes, vertes et des économies intelligentes ainsi que de la réalisation des objectifs de développement durable. L'appui portera sur le renforcement des cadres de financement nationaux intégrés, l'amélioration de la budgétisation des objectifs de développement durable et le suivi des dépenses, la promotion des politiques fiscales axées sur les ODD, la gestion de la dette et l'adoption de cadres budgétaires verts. L'efficacité des ressources disponibles est renforcée par des synergies entres les politiques en matière de recettes et de dépenses, des outils de financement publics et privés, la mobilisation des ressources nationales et des mesures de lutte contre la corruption qui empêchent le détournement des ressources et favorisent la transparence des finances publiques. Ces efforts s'appuieront sur les partenariats noués avec la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), la Banque islamique de développement (BID), la Banque mondiale, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), des organismes des Nations Unies et des institutions financières internationales.

19. **Priorité 2 : Gouvernance efficace**. Le programme renforcera les capacités et l'état de préparation des institutions publiques aux défis futurs pour une prestation de services plus efficace et plus effective tout en améliorant les processus démocratiques, l'état de droit et la responsabilisation, à l'aide d'approches axées sur l'être humain. À cet effet, il :

a) Soutiendra l'efficacité, la transparence et la réactivité du gouvernement grâce à la transformation numérique, à des mesures de lutte contre la corruption et à une gouvernance évolutive. Une attention particulière sera accordée au renforcement de l'engagement des jeunes et de la participation et de la présence des femmes au sein des gouvernements et des parlements locaux et nationaux. L'accent sera mis sur la création d'institutions prêtes pour l'avenir, dotées de capacités de prospective renforcées, permettant aux gouvernements d'anticiper les défis émergents, d'identifier les futurs possibles et d'élaborer des portefeuilles pour affronter l'incertitude dans un monde en mutation rapide.

b) Renforcera les institutions, les communautés et les acteurs privés pour défendre les droits humains, faire progresser l'état de droit, garantir une justice axée sur l'être humain ainsi que la sécurité. Le programme préconisera l'alignement des cadres juridiques nationaux sur les normes internationales pertinentes, y compris celles de l'Union européenne pour les pays candidats, tout en renforçant les institutions judiciaires, en protégeant les espaces civiques et en garantissant que les entreprises respectent les droits humains. Il renforcera également les organes de contrôle et les systèmes nationaux de protection des droits humains, s'attaquera aux causes profondes de l'exclusion et encouragera la participation et la prise de

responsabilité des femmes et des personnes et groupes marginalisés ou en situation de vulnérabilités, y compris les minorités ethniques, telles que les Roms et les personnes handicapées.

c) Aidera les pays et les sociétés à s'adapter à la transformation numérique, y compris à développer et à utiliser l'intelligence artificielle et des technologies d'avant-garde. Pour cela il faudra notamment soutenir des cadres stratégiques assortis de considérations éthiques dans le déploiement de l'intelligence artificielle, développer des systèmes de données et de sécurité solides afin de combler la fracture numérique et d'améliorer les capacités des secteurs public et privé et des écosystèmes. Le programme contribuera à mettre en place des cadres de gouvernance souples et anticipatifs pour faire face aux disruptions numériques tout en mettant l'accent sur les connaissances et les ressources locales.

d) Renforcera les systèmes de gouvernance locale et l'urbanification au moyen de plateformes régionales telles que Urban Learning Centre, Maires pour la croissance économique, City Experiment Fund et autres initiatives qui intègrent des approches systémiques dans la gouvernance et favorisent l'expérimentation, d'une forte mobilisation de la population ainsi que de compétences municipales tenant compte des questions de genre et tournées vers l'avenir. Ces activités seront menées en partenariat avec des associations nationales d'autorités locales, régionales et des réseaux mondiaux de ville, des institutions financières internationales et des agences de développement, étant donné le rôle croissant des villes et des autorités locales en tant que moteur du développement durable et intervenants de première ligne pour répondre aux besoins des résidents, en insistant tout particulièrement sur le financement des actions porteuses de transformation.

e) Appuiera les réformes d'ensemble du secteur de la sécurité et les mesures de confiance, notamment dans les Balkans occidentaux, au moyen de systèmes de gouvernance renforcés pour la maîtrise des armements, la cybersécurité, la sécurité des populations locales, la participation de la société civile et les mécanismes de justice transitionnelle. Les principaux partenaires dans ce domaine sont le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères, les gouvernements, le Conseil de coopération régionale, les entités des Nations Unies, les réseaux de la société civile et les plateformes régionales de coopération en matière de sécurité.

20. **Priorité 3 : Résilience aux crises**. Le programme aidera les pays et les communautés à prévenir et à anticiper les crises ainsi qu'à s'y préparer, à intervenir et à se relever, tout en soutenant le développement à long terme. À cet effet, il :

a) Remédiera aux facteurs de fragilité pour renforcer la résilience humaine et aux changements climatiques, anticiper les risques et soutenir des solutions inclusives et locales en vue de garantir la cohésion et la paix sociales. Étant donné le lien croissant entre la dégradation de l'environnement, la pénurie de ressources et l'instabilité, le programme proposera des approches du développement et de la prévention tenant compte des risques pour faire face aux facteurs sous-jacents et aux causes profondes des crises, y compris des stratégies d'adaptation et soutiendra la résilience des communautés pour prévenir la radicalisation. Ces efforts seront entrepris en partenariat avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, le Conseil de coopération régionale et les réseaux concernés de la société civile.

b) Renforcera la gouvernance anticipative, les dispositifs d'alerte rapide, l'analyse prévisionnelle stratégique ainsi que de la résilience aux changements climatiques pour aider les pays à s'adapter à des risques de plus en plus complexes et interconnectés, tels que la mobilité humaine induite par le climat, l'insécurité de l'approvisionnement en eau et les situations d'urgence sanitaire. Pour cela, il est

nécessaire de faire appel à l'intelligence artificielles et aux technologies émergentes pour assurer le suivi des risques et des prévisions en temps réel, d'élaborer des stratégies intégrées et d'utiliser des approches par portefeuille pour faire face à des crises multiples. Le programme s'appuiera sur la coopération régionale en matière de résilience climatique et urbaine en Asie centrale, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et renforcera les capacités en matière de réduction des risques de catastrophe en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds mondial de la Banque mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et le Fonds de lutte contre les pandémies ainsi qu'avec les autorités régionales de gestion des catastrophes.

c) Soutiendra les pays et les communautés grâce à des approches du développement tenant compte des risques et visant la résilience aux crises. Dans des situations de conflit telles qu'en Ukraine, le programme aidera les gouvernements à rétablir rapidement le fonctionnement des systèmes dans les zones touchées, à relier les actions humanitaires et en faveur du développement et à envisager le relèvement dans un cadre de résilience à long terme, en collaboration étroite avec les institutions financières internationales pour ce qui est des évaluations et du financement conjoints de celui-ci. Le programme soutiendra également des approches novatrices du financement afin de réduire les risques liés aux flux financiers destinés aux situations de crises qui nécessitent le plus de ressources, tout en veillant à ce que les débouchés économiques des femmes et leur participation à la prise de décision soient renforcés en tant que composantes essentielles d'une prévention et d'un redressement durables.

21. **Priorité 4 : une planète saine**. Le programme régional aidera les pays à s'acquitter de leurs engagements mondiaux en matière d'environnement et à adopter des modes de développement durable qui concilient prospérité humaine et santé de la planète. À cet effet, il :

a) Encouragera les pays à être plus ambitieux et à s'acquitter de leurs engagements climatiques et environnementaux, tels que les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et les objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres, en s'appuyant sur la planification et les institutions nationales ainsi que sur les systèmes de finances publiques. L'accent portera sur l'élaboration de plans de financement et d'approches faisant appel à l'ensemble de la société et de l'économie, y compris de cadres de financement nationaux intégrés qui alignent les flux de financement publics et privés sur les objectifs climatiques et en matière de biodiversité. Le PNUD s'assurera que la présence des femmes à des postes à responsabilité, leurs connaissances et leur participation égale sont systématiquement intégrées dans les politiques et les investissements, compte tenu de leur rôle en tant qu'agentes du changement dans les politiques en faveur de l'environnement et dans la gestion des ressources durables. Ces actions seront entreprises en partenariat avec les entités des Nations Unies, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat (FVC) et les ministères nationaux de l'environnement et de la planification.

b) S'efforcera de promouvoir l'énergie durable, la sécurité énergétique, l'adaptation aux changements climatiques, les économies circulaires, les marchés de droits d'émission de carbone et les solutions fondées sur la nature grâce à des actions régionales, y compris en s'appuyant sur la Plateforme pour une transition juste, afin d'aider les pays et les communautés à abandonner plus rapidement les combustibles fossiles en débloquant des fonds et en renforçant les approches qui favorisent la prospérité des peuples et des entreprises tout en protégeant la planète. Le programme préconisera une bonne intendance de l'environnement et des débouchés économiques

inclusifs dans le cadre de la priorité 1, faisant en sorte que l'action climatique stimule la création d'emplois, soutienne les économies locales et réduise les inégalités. Il apportera un soutien aux plateformes d'exploration, d'innovation et de développement afin d'obtenir des informations, établissant divers partenariats avec des instituts de recherche, des groupes de réflexion, des laboratoires d'innovation, des réseaux de jeunes et de défense de l'environnement. Les travaux dans ce domaine impliquent une collaboration avec des organisations internationales spécialisées, y compris la CCNUCC, d'autres entités des Nations Unies et des partenaires financiers internationaux et du secteur privé.

c) Relèvera les défis environnementaux transfrontières tels que la gestion de l'eau, le contrôle de la pollution et la protection des écosystèmes, en renforçant les cadres de coopération régionale ou multipays pour améliorer la gouvernance environnementale et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles. La collaboration se poursuivra avec les entités des Nations Unies, le Partenariat mondial pour l'eau, les commissions des bassins fluviaux et d'autres organes conventionnels régionaux compétents en matière d'environnement dans le cadre de leurs mandats. Le programme s'appuiera sur des solutions numériques et sur l'intelligence artificielle pour surveiller l'environnement, analyser les données et trouver des solutions fondées sur des données factuelles à tous les niveaux.

22. Le programme régional gèrera ses priorités grâce à : a) des initiatives ciblées, intégrées et co-financées aux niveaux régional et sous-régional définies conjointement avec des partenaires régionaux et des pays de programme, b) des programme spécifiques et intégrés et des services consultatifs sur l'élaboration des politiques et c) la mise à disposition d'une plateforme régionale et d'un espace neutre à l'intention des pays pour s'attaquer aux problèmes de développement régionaux, sous-régionaux et transfrontières, ainsi qu'aux défis régionaux communs et émergents, en s'appuyant sur des perspectives multipays et en facilitant l'échange de données d'expérience et de solutions. À cette fin, le programme vise à :

a) Placer la personne humaine au centre du développement, à ne laisser personne de côté et à aller au-delà des approches institutionnelles pour mobiliser des acteurs non traditionnels et former de nouvelles alliances avec le secteur privé ;

b) Appliquer la pensée systémique et les approches par portefeuille qui favorisent l'intégration entre les secteurs et l'adaptation par l'apprentissage pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes de développement ;

c) Tirer parti des outils numériques et de l'intelligence artificielle tout en garantissant des garde-fous sur le plan éthique et remédier aux fractures et disparités éventuelles ;

d) Promouvoir des mécanismes de financement novateurs, notamment l'investissement à impact social et environnemental, le financement mixte des partenariats entre secteur public et secteur privé, pour accroître les ressources affectées au développement durable ;

e) Renforcer les plateformes régionales et sous-régionales et les événements consacrés aux politiques en s'appuyant sur l'intelligence artificielle au service du développement, l'échange de connaissances et la recherche conjointe de solutions à des problèmes communs. Cette approche exploitera les progrès numériques, y compris l'intelligence artificielle, et mettra à profit les enseignements tirés des initiatives du programme pour mieux comprendre les nouveaux problèmes et définir les mesures que les décideurs devront prendre.

B. Partenariats

23. Les défis complexes auxquels sont confrontés les divers pays et territoires dans la région exigent des partenariats solides entre les acteurs bilatéraux, multilatéraux, du secteur privé et de la société civile. Le programme s'appuiera sur le réseau actuel des partenaires du PNUD tout en sachant que l'environnement évolutif du développement offre des possibilités d'élargir les partenariats et les alliances de manière diverse, catalytique et systémique. Il explorera des partenariats novateurs axés sur le financement du développement.

24. L'avantage comparatif du PNUD repose sur sa capacité à agir en tant que partenaire du développement neutre et fiable avec un accès aux pays profondément ancré, y compris dans des contextes fragiles et politiquement complexes. Il offre une possibilité unique de mettre au point des solutions communes et intégrées avec les gouvernements, la société civile, les acteurs régionaux, les organismes de financement et le secteur privé par-delà les frontières.

25. Le programme renforcera la coopération avec des pays partenaires, notamment la Türkiye en tant qu'hôte du centre régional et contributeur du programme, l'Union européenne et des pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le partenariat avec l'Union européenne se conformera à ses cadres de développement et stratégies d'investissement prioritaires pour promouvoir une croissance durable et inclusive dans la région. Conscient de l'évolution du paysage économique, le programme s'engagera de manière proactive dans les nouvelles possibilités d'investissement offertes par les partenaires de l'Est et de l'Ouest.

26. Face au contexte évolutif du développement, le programme régional établira des partenariats avec des pays non-membres du Comité d'aide au développement ainsi qu'avec de nouveaux partenaires stratégiques de la région et au-delà. Il lancera des initiatives conjointement avec les partenaires existants et émergents et élaborera également de nouvelles modalités de coopération Sud-Sud et triangulaire. Le PNUD usera de son rôle fédérateur pour mettre ces efforts en phase avec des objectifs plus larges en matière de coopération régionale, promouvoir le dialogue interrégional et mobiliser des investissements pour une transformation des systèmes.

27. S'appuyant sur la fonction d'intégrateur du PNUD à l'échelle du système, le programme régional collaborera avec les entités des Nations Unies à l'aide de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Europe et l'Asie centrale et de ses coalitions thématiques. Il renforcera les perspectives régionales au sein des partenariats du PNUD avec des organisations clés, à savoir le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'OMS, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), les Volontaires des Nations Unies (VNU), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il bénéficiera de l'assistance du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix pour les questions relatives à la paix et à la sécurité et fera appel au centre régional de gestion du savoir pour renforcer la cohérence et la programmation intégrée conformément à la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

28. Dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et compte tenu des besoins spécifiques des pays à revenu intermédiaire, le programme aidera les pays à mobiliser des fonds de sources publiques et privées pour financer le développement. Le PNUD renforcera les partenariats avec les institutions financières internationales, y compris la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque asiatique de développement et la Banque islamique de développement et étudiera des possibilités avec la Banque eurasiatique de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et autres. Ces partenariats cibleront les priorités en matière d'investissement, faciliteront la mobilisation de ressources financières du secteur privé pour les biens publics et mettront en place des systèmes de mesure d'impact pour accélérer le développement durable et le financement de l'action climatique.

29. Le programme renforcera la collaboration avec le secteur privé et les acteurs non-étatiques, privilégiant les partenariats stratégiques avec les entreprises, les associations professionnelles, les institutions financières, les réseaux de la société civile, les groupes de réflexion, le milieu universitaire et les organisations communautaires. Ces partenariats soutiendront des modèles d'activité inclusifs et responsables, des initiatives d'économie circulaire, le déploiement de technologies responsables, des pratiques d'investissement durable, la participation citoyenne, le principe de responsabilité et l'innovation. Une attention toute particulière sera accordée aux réseaux de jeunes, aux organisations de femmes et aux défenseurs de l'environnement pour garantir que des voix diverses contribuent à la programmation régionale et au dialogue politique tout en encourageant les contributions aux priorités du développement durable.

III. Programme et gestion des risques

30. Le présent document relatif au programme régional met en avant les contributions du PNUD aux résultats obtenus à l'échelon régional et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration. Les responsabilités des supérieurs hiérarchiques aux niveaux national, régional et du siège en ce qui concerne le programme régional sont définies dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD et dans le dispositif de contrôle interne.

31. Le Directeur régional du Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants exerce un contrôle direct et il est chargé de la mise en œuvre du programme. Le pôle régional d'Istanbul veille au quotidien à la gestion efficace, au contrôle et à la garantie de qualité des projets et portefeuilles du programme régional. Le Conseil consultatif du programme régional, présidé par le Directeur du bureau régional et composé des représentants résidents dans la région ainsi que des directeurs adjoints des bureaux centraux, fournit des orientations et aide à valider la pertinence du programme s'agissant des activités nationales et mondiales et contribue à une gestion efficace des risques.

32. Le programme mettra en œuvre des activités régionales et sous-régionales tout en renforçant la coordination au niveau national par l'intermédiaire des bureaux de pays et des équipes consultatives du PNUD. Des projets, des portefeuilles et des services seront mis au point en consultation étroite avec les bureaux de pays et les partenaires régionaux et seront adaptés en tant que de besoin et en fonction des situations évolutives du développement au niveau régional.

33. La mise en œuvre nécessite la gestion de plusieurs risques interconnectés : les défis liés à la mobilisation des ressources, les faibles allocations fiscales aux secteurs liés aux ODD, les conflits régionaux potentiels, les risques environnementaux et l'incertitude quant à la disponibilité des ressources financières. Pour atténuer ces risques, le programme mobilisera diverses sources de financement, renforcera les partenariats (y compris avec le secteur privé et la coopération Sud-Sud) et élaborera une stratégie globale de mobilisation des ressources. Pour lutter contre les risques politiques et liés à des conflits, le PNUD adoptera des approches coordonnées avec des partenaires et prendra des mesures de renforcement des capacités et de la confiance pour gérer les questions sensibles. Le risque écologique sera systématiquement évalué, y compris lorsqu'il découle de catastrophes d'origine climatique, de phénomènes météorologiques extrêmes et de pandémies et des mesures appropriées de réduction des risques seront appliquées. Toutes les activités seront mises en œuvre sur la base d'analyses des questions de genre et d'évaluations des risques pour l'environnement, ainsi que d'approches prenant en considération les situations de conflit. Le fichier des risques du programme sera régulièrement actualisé et suivi à l'aide d'instruments pour les entreprises, conformément à la politique de gestion globale des risques et toutes les obligations en matière de diligence seront rigoureusement respectées et suivies.

34. Conformément à la décision 2013/9 du Conseil d'administration, tous les coûts directs de l'exécution du projet sont imputés aux projets, portefeuilles ou accords de service concernés.

IV. Suivi et évaluation

35. La gestion, le suivi et l'évaluation du programme sont conformes aux politiques et procédures régissant les programmes et les activités, y compris l'apprentissage et la programmation adaptative, les principes de régionalité, les normes sociales et environnementales et le cadre d'assurance de la qualité.

36. Les activités de contrôle seront proportionnelles au cadre de résultats, aux risques et aux impacts envisagés. Le programme a sélectionné des résultats, des produits et des indicateurs pertinents s'agissant de ses domaines d'action et de ses priorités, conformément au cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique du PNUD (2026-2029) ainsi qu'aux principes de régionalité et peut être efficacement évalué et suivi. Les progrès seront mesurés à l'aide d'une planification, d'une budgétisation et de suivis trimestriels et annuels. Le programme publiera des rapports, y compris des informations financières et des résultats conformément à l'engagement du PNUD envers l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. Les progrès seront évalués dans le rapport annuel axé sur les résultats.

37. Les objectifs de développement durable interconnectés et les défis régionaux complexes exigent des approches allant au-delà du suivi traditionnel. Le programme intègrera des méthodes tenant compte des complexités, conciliant des cadres de résultats solides avec des pratiques de gestion évolutives ce qui permettra de renforcer la prise de décision fondée sur des données probantes et de promouvoir l'apprentissage permanent tout en maintenant le principe de responsabilité.

38. Les examens et évaluations du programme et du projet permettront d'estimer les progrès accomplis s'agissant du Plan stratégique du PNUD et des grandes étapes du programme régional, fournissant des évaluations objectives tout en améliorant la théorie du changement du programme. Le plan d'évaluation garantit le respect du principe de responsabilité et une formation continue dans les domaines prioritaires, conformément aux critères d'évaluation du PNUD.

39. Le PNUD renforcera le suivi, l'évaluation et les capacités d'apprentissage des partenaires grâce à un appui ciblé pour combler les lacunes identifiées et garantir la qualité des données. La gestion évolutive et la formation continue permettront d'aborder les problèmes de manière proactive et de les régler en temps utile et renforceront le principe de responsabilité.

40. Des normes de qualité seront appliquées pour atteindre les objectifs du programme. Des marqueurs de programme, y compris le marqueur de genre, seront intégrés dans des mesures de l'assurance de la qualité au niveau de la planification, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation. Le programme allouera au moins 15 % de son budget à des actions en faveur de l'égalité des sexes.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

Related SDGs: 1, 5, 8, 9, 10, 16, 17				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #1: By 2029, prosperity is increased for all, strengthening people's agency, capabilities and dignity to thrive.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 1. By 2029, prosperity is increased for all, strengthening people's agency, capabilities and dignity to thrive.				
OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE REGIONAL PROGRAMME OUTPUTS** *(including indicators, baselines targets)*	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**INDICATIVE RESOURCES BY OUTCOME (United States dollars)**
Indicator 1.1: Proportion of youth (aged 15-24 years) not in education, employment or training (*Strategic Plan 1.2)* Indicator 1.2: Annual growth rate of real GDP per employed person. (*Strategic Plan 1.4*) Indicator 1.4: Number of (a) deaths attributed to non-communicable diseases (SDG *3.4.1);* (b) new people with HIV infections per	1.1 SDG 8.6.1 Data source: Global SDG indicators database/annual 1.2 SDG 8.2.1 Data source: Global SDG indicators database/annual 1.4 (a) SDG 3.4.1; (b) SDG 3.3.1 WHO/data source: Global SDG indicators database/annual	**Output 1.1: People, communities together with businesses, have increased access to productive assets, skills and human capital, decent jobs, livelihoods, mobility, trade and clean energy.** *(Strategic Plan G.1.1. aligned)* Output indicator 1.1.1: Number of inclusive employment and employability of skilling/re-skilling initiatives implemented, targeting: a) women; b) youth; c) people with disabilities; d) migrants. *(Strategic Plan G.1.1.3)* Baseline:[30] 0 Target:[31] 10 Source: UNDP reports/annual Output indicator 1.1.2: Number of micro-, small and medium-sized enterprises (MSMEs) and tech-based start-ups supported for: a) business development services; b) access to finance; c) access to export markets and value chain integration; d) registration; e) clean energy and circularity solutions. *(Strategic Plan G.1.1.4 aligned)* Baseline: 0	Governments (Czech Republic, Denmark, Poland, Russian Federation, Slovak Republic, Türkiye), European Union, OECD, ILO, UN-Women, WHO, UNICEF, UNECE, UNCTAD, RCC, regional youth network, international financial institutions (IFIs) (IsDB, EIB, EBRD, CEB), civil society organizations, municipalities, research institutions, private sector	**Regular:** 700,000 **Other:** 33,000,000

[30] All baselines here and below are based on the second quarter 2025.

[31] All targets here and below are 2029 final total targets to be disaggregated in line with the components of the indicator. More details can be found in the regional programme monitoring framework.

1,000 uninfected population, by sex, age and key populations. *(Strategic Plan 1.5)*		Target: 2,000 Source: UNDP reports/annual Output indicator 1.1.3: Number of countries/territories with increased policy and programming options for addressing multidimensional vulnerabilities through the availability of innovative metrics and granular data *(regional programme indicator)* Baseline: 0 Target: 12		
		Output 1.2: Social services, health systems, and social protection strengthened to improve people's wellbeing and rights, with greater investment in care work, community-based services, and local health supply systems across the region. *(Strategic Plan G.1.2 aligned)* Output indicator 1.2.1: Number of initiatives which: a) introduced new social protection solutions to better target people in need; b) introduced digital solutions for health systems strengthening; c) introduced environmentally and socially sustainable solutions to reduce health systems waste; d) introduced scalable and reliable clean energy solutions for health systems strengthening. *(Strategic Plan G.1.2.3 aligned)* Baseline: 0 Target: 25 Source: UNDP reports, Government documents/annual		
		Output 1.3: Public and private institutions and communities across the region advance gender equality and women's empowerment, leverage digital advancements including AI, sustainable finance, and social innovation – towards prosperity, increased opportunities and agency for all. *(regional programme accelerator output)* Output indicator 1.3.1: Extent to which economic, fiscal and other policies and reforms contribute to redistributive outcomes for women, especially those from marginalized groups. *(Strategic Plan I.3.3aligned)* Baseline: Limited evidence Target: Reported evidence in four countries Output indicator 1.3.2: Number of people using digital technologies and services in ways that improve their lives: a) total;		

		b) women; c) youth; d) persons with disabilities; e) other at risk. *(Strategic Plan A.2.2.3 aligned)* Baseline: 0 Target: 5,000 Source: UNDP reports/annual <u>Output indicator 1.3.3:</u> Number of institutions and communities that have designed and implemented portfolio approach and other social innovation methodologies for increased prosperity. *(regional programme indicator)* Baseline: 15 Target: 35 <u>Output indicator 1.3.4:</u> Number of measures and tools developed and implemented to expand public and private investments in the SDGs at the country level: a) policies; b) laws; c) public institutions; d) private sector. *(Strategic Plan A.3.1.1 aligned)* Baseline: 0 Target: 35 Source: UNDP reports/annual		

Related SDG: 5, 10, 16, 17				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #2: By 2029, governance systems are more effective, inclusive, and accountable, enabling people, societies and economies to thrive.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 2. By 2029, governance systems are more effective, inclusive, and accountable, enabling people, societies and economies to thrive.				
OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE REGIONAL PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)**	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**INDICATIVE RESOURCES BY OUTCOME (United States dollars)**
<u>Indicator 2.1:</u> Proportion of seats held by women in:	2.1 SDG 16.6.2 Data source: Global SDG indicators database/annual		Governments (Denmark, Türkiye), European Union,	**Regular:** 700,000

(a) national parliaments; (b) local governments. (*Strategic Plan 2.4)* <u>Indicator 2.3:</u> Proportion of countries with high levels of digital maturity in public services (*Strategic Plan 2.6*)	2.2 SDG 5.5.1 Data source: Global SDG indicators database/annual 2.3 United Nations Department for Economic and Social Affairs (UNDESA) E-government development index/annual	**Output 2.1: Capabilities of national and local public institutions and communities are enhanced to deliver integrated, people-centred solutions and services.** *(Strategic Plan G.2.1 & I.1 aligned)* <u>Output indicator 2.1.1</u>*:* Number of: (a) countries/territories and (b) local authorities implementing measures to enhance the inclusiveness, effectiveness, accountability, innovation and/or agility of public sector institutions and core government functions, including in fragile and post-crisis contexts. *(Strategic Plan G.2.1.2 aligned)* Baseline: 0 Target: 20 Source: UNDP reports/annual <u>Output indicator 2.1.2</u>*:* Number of measures and solutions to improve public financial management efficiency and accountability, including using digital and emerging technologies. *(regional programme indicator)* Baseline: 0 Target: 15 Source: UNDP reports/annual	United Nations entities (OHCHR, UN-Women, UNDPPA) civil society organizations, national human rights institutions, associations of local authorities, city networks, United Nations Global Compact, IFIs, private sector.	**Other:** 11,000,000
		Output 2.2: Institutions, communities and private actors are enabled to advance people-centred access to justice, an open public sphere and full enjoyment of human rights. (*Strategic Plan G.2.2 aligned*) <u>Output indicator 2.2.1:</u> Number of institutions, systems, or stakeholders with capacities to support fulfilment of nationally and internationally ratified human rights obligations: a) rule of law and justice; b) human rights; c) private sector, including publicly owned companies; d) security institutions. *(Strategic Plan G.2.2.1)* Baseline: 0 Target: 100 Source: UNDP reports/annual <u>Output Indicator 2.2.2:</u> Number of regional, national and sub-national initiatives, policies, and strategies to: a) protect and promote civic space; b) enable access to reliable information on issues of public concern;		

		c) combat racism and/or promote the inclusion in public life of marginalized and discriminated groups; d) foster youth empowerment; e) advance women's empowerment. *(Strategic Plan G.2.2.4)* Baseline: 0 Target: 20 Source: UNDP reports, government documents/annual		
		Output 2.3: Government institutions and communities strengthen their capabilities to promote women's leadership in public spaces, and build, deploy and embed digital advancements, including artificial intelligence, and sustainable finance principles in decision-making and service delivery, enhancing governance inclusivity, transparency and effectiveness. *(regional programme accelerator output)* <u>Output indicator 2.3.1:</u> Number of countries with new measures to advance women's leadership and equal participation in decision-making in: a) public institutions; b) elected positions, including parliaments; c) judiciary; d) private sector *(Strategic Plan A 1.2.1 aligned)* Baseline: 0 Target: 16 Source: UNDP reports, government documents/annual <u>Output Indicator 2.3.2:</u> Number of partnerships with women-led civil society organizations and other bodies and networks to advance women's leadership and participation and gender equality. *(Strategic Plan A 1.2.2)* Baseline: 0 Target: 15 Source: UNDP reports/annual <u>Output Indicator 2.3.3</u>*:* Number of public institutions that have benefited from targeted measures designed to enhance digital, data and/or artificial intelligence capacities at: a) regional level; b) national level; c) subnational level. *(Strategic Plan A 2.1.1)* Baseline: 0 Target: 20		

		Source: UNDP reports/annual Output Indicator 2.3.4: Number of policies, strategies, regulations and laws that aim to support responsible and sustainable use of artificial intelligence. *(Strategic Plan I.4.3)* Baseline: 0 Target: 5 Source: UNDP reports/annual Output Indicator 2.3.5: Number of traditional and innovative financing instruments, tools and solutions, including at the local municipal level: (a) piloted and (b) scaled through regional efforts. *(regional programme indicator)* Baseline (2025): 0 Target (2029): 15 (disaggregated) Source: UNDP reports/annual †††		

Related SDG: 3, 11, 13, 16

REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #3: By 2029, institutions and people are better prepared to prevent, respond to and recover from crises while sustaining long-term development.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 3. By 2029, institutions and people are better prepared to prevent, respond to and recover from crises while sustaining long-term development.

OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE REGIONAL PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	INDICATIVE RESOURCES BY OUTCOME (United States dollars)
Indicator 3.1: Number of countries that adopt and implement national disaster risk reduction strategies in line with the Sendai Framework (*Strategic Plan 3.1*)	3.1 SDG 1.5.3 Data source: Global SDG indicators database/annual 3.2 INFORM risk index/annual	**Output 3.1: Institutions and conflict and violence-affected communities enabled to foster social cohesion, build safer communities and strengthen peace.** (*SP I.2)* Output Indicator 3.1.1: Number of risk-informed and gender responsive strategies, policies and frameworks and/or solutions in place that advance prevention, social cohesion and peacebuilding at: a) regional level; b) national level; c) subnational level. *(Strategic Plan I.2.1 aligned)*	Governments (Japan, Türkiye), European Union, Global Environment Facility, United Nations entities (UNDPPA, United Nations Peacebuilding Fund, UNDRR, WHO, UNODC), World Bank, RCC, civil society networks, national disaster management authorities, Ministry	**Regular:** 700,000 **Other:** 25,000,000

Indicator 3.2: Number of countries whose vulnerability to crisis and disaster risk has improved (*Strategic Plan 3.2*)		Baseline: 0 Target: 50 Source: UNDP reports/annual Output Indicator 3.1.2: Number of regional, national and subnational institutions, infrastructures or mechanisms with enhanced capacities for: a) people-centred community security; b) small arms and light weapons control; c) prevention of conflict and violent extremism; d) addressing hate speech and information pollution; e) youth, peace and security. *(Strategic Plan I.2.2 aligned)* Baseline: 0 Target: 70 Source: UNDP reports/annual	of Interior and Ministry of Defence.	
		Output 3.2: Countries and communities are supported to anticipate, reduce, prevent, prepare for, and recover from conflict and violence, natural hazards, economic downturns and epidemics. (*Strategic Plan I.5 aligned)* Output Indicator 3.2.1**:** Number of countries with multi-hazard early warning and preparedness measures in place to manage impact of conflicts, disasters, pandemics, economic and other shocks as well as for longer-term risk management in achieving the SDGs. *(Strategic Plan I.5.2)* Baseline: 1 Target: 6 Source: UNDP reports/annual		
		Output 3.3: Countries and territories have strengthened ability to leverage digital advancements, including artificial intelligence, women's leadership and agency, and sustainable finance mechanisms to anticipate, respond to and recover from crises while sustaining development progress. *(regional programme accelerator output)* Output Indicator 3.3.1: Number of: (a) digital (including artificial intelligence) and (b) financing instruments, tools, solutions and/or strategies for fragile and crisis contexts. *(Strategic Plan I.6.2 aligned)* Baseline: 0 Target: (a) 5; and (b) 3 Source: UNDP reports/annual		

		Output Indicator 3.3.2: Number of gender-responsive conflict sensitive development institutions, policies, plans or cross-border initiatives in place to: a) address conflict drivers; b) strengthen social cohesion; c) prevent risk of conflict and crisis, including disaster and climate security. *(Strategic Plan I.5.3 aligned)* Baseline (2025): 0 Target (2029): 15 Source: UNDP reports, government documents/annual		

Related SDG: 6, 7, 12, 13, 14, 15, 17				
REGIONAL PROGRAMME OUTCOME #4: By 2029, international environmental agreements are mainstreamed into national development frameworks to drive sustainable development.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: 4. By 2029, international environmental agreements are mainstreamed into national development frameworks to drive sustainable development.				
OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND STRATEGIC PLAN RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE REGIONAL PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)**	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**INDICATIVE RESOURCES BY OUTCOME (US$)**
Indicator 4.1: International and domestic financial flow to developing countries in support of climate change *(Strategic Plan 4.1)* Indicator 4.2: Number of countries having ratified the Kigali Amendment to the Montreal Protocol on	4.1 Energy Sector Management Assistance Program/annual UNEP	**Output 4.1: Countries are supported to integrate global environmental commitments – such as nationally determined contributions, national biodiversity strategies and action plans, and land degradation targets – into national planning, institutions and public finance systems.** (*Strategic Plan G.4.1 aligned*) Output Indicator 4.1.1: Number of countries that integrate commitments of inter governmentally agreed environmental agreements into development plans or budgets. *(Strategic Plan G.4.1.1 aligned)* Baseline: 0 Target: 5 Source: UNDP reports, government documents/annual	Governments (Türkiye), European Union, Global Environment Facility (GEF), Green Climate Fund (GCF), Adaptation Fund, United Nations entities (UNFCCC, UNEP, UNESCO), International Energy Agency, International Renewable Energy Agency, IFIs, national environment and planning ministries, the private sector.	**Regular: 700,000** **Other:** 15,000,000

phasing down Hydrofluorocarbons *(Strategic Plan 4.2)*		Output Indicator 4.1.2: Number of strengthened policy measures in place to enable the implementation of latest-generation nationally determined contributions or national adaptation plans under the Paris Agreement. *(Strategic Plan G.4.1.2 aligned)* Baseline: 13 (disaggregated per country and plans) Target: 24 (disaggregated per country and plans) Source: UNDP reports, government documents/annual		
		Output 4.2: Sustainable energy, climate adaptation, sustainable production and consumption, and nature solutions help countries unlock finance and scale approaches that promote health and prosperity while protecting the planet. *(Strategic Plan G.4.2 aligned)* Output Indicator 4.2.1: Natural resources that are managed under a sustainable use, conservation, access and benefit-sharing regime: a) Number of shared water ecosystems (fresh or marine) under new or improved cooperative management. *(Strategic Plan G.4.2.2)* Baseline: 0 Target: 5 Source: UNDP reports, government documents/annual Output Indicator 4.2.2: Number of sustainable energy, climate adaptation, sustainable production and consumption, and nature solutions: (a) piloted; and (b) scaled through regional efforts. *(regional programme indicator)* Baseline: 0 Target: 30 Source: UNDP reports, government documents/annual		
		Output 4.3: Countries and territories are supported to make full use of digital advancements, including artificial intelligence, sustainable finance and promote women's leadership to accelerate their commitments to the planet. *(regional programme accelerator output)* Output Indicator 4.3.1: Number of countries with national financing mechanisms that serve nature, climate and development priorities, including those that have accessed results-based finance for climate and nature action, including carbon markets. *(Strategic Plan A.3.1.2)*		

		Baseline: 0 Target:5 Source: UNDP report, government documents/annual <u>Output Indicator 4.3.2:</u> Number of countries where national strategies, including nationally determined contributions and national biodiversity strategies and actions plans (guided by the integrated national financing frameworks): (a) have new financing plans and investible pipeline; and (b) include specific mechanisms to advance women's leadership in climate, biodiversity or nature-related sectors. *(Strategic Plan I.6.1 aligned)* Baseline: a) 0 b) 0 Target: a) 10 b) 7 Source: UNDP report, government documents/annual <u>Output Indicator 4.3.3:</u> Number of policies, strategies, regulations, laws and tools pertaining to the development and application of digital technologies and/or data that: promote sustainable and green practices through inclusion of environmental sustainability goals. *(Strategic Plan I.4.2 aligned)* Baseline: 0 Target: 10 Source: UNDP report, government documents/annual		